

Union européenne : 42 personnalités guinéennes "blacklistées"

Des éléments de la garde présidentielle guinéenne en pleine action. Photo AP

Suite à la répression du 28 septembre dernier ayant coûté la vie à 157 citoyens guinéens qui manifestaient pacifiquement à Conakry, l'UE a pris une série de sanctions à l'encontre de la junte au pouvoir. L'Union européenne a décidé d'imposer un embargo sur les armes à destination de la Guinée-Conakry. Quarante-deux personnalités membres de la junte au pouvoir sont interdites de séjour dans l'Europe des "Vingt-sept". Leurs biens vont être "gelés". Toutes ces mesures ont été annoncées, mardi 27 octobre, par le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, lequel affiche, dans ce dossier, une indignation sans précédent de la part du gouvernement hexagonal.

Le 28 septembre, répondant à l'appel des partis d'opposition, plusieurs milliers des habitants de Conakry s'étaient rassemblés au "Stade du 28 septembre". Des leaders de l'opposition entendaient rappeler bruyamment au chef de la junte, le capitaine Moussa Dadis Camara, sa promesse de ne participer à l'élection présidentielle prévue le 31 janvier prochain. Des soldats "incontrôlés", selon la version officielle, - des membres de la garde présidentielle, selon diverses sources - ont tiré à balles réelles sur les manifestants. Bilan : 157 morts et 1.200 blessés, selon les organisations de défense des droits humains. Les autorités de Conakry ne font état "que" de 57 morts.

"Massacres prémédités"

Selon la très influente Ong américaine "Human Right Watch", le massacre et les viols perpétrés lors de cette manifestation démocratique "étaient prémédités". Dans un communiqué rendu public mardi, cette Ong américaine cite des "témoins" non autrement identifiés "qui ont vu des officiers haut gradés présents dans le stade où se produisaient les violences". Et de préciser que "la garde présidentielle est entrée dans le stade et a immédiatement ouvert le feu contre les manifestants sans défense". C'est à partir de ce moment, souligne HRW, que les soldats ont commencé à violer des femmes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du stade.

La répression brutale de la manifestation de Conakry a été unanimement condamnée dans les milieux "intellectuels" africains. Des opposants politiques n'ont pas dit autre chose. Il reste que ces milieux africains se sont démarqués du concert d'indignations que ces événements ont suscité au sein de la "communauté internationale" en général et en France en particulier. Il faut dire que des brutalités militaro-policières assez semblables se sont déjà produites dans d'autres pays du continent sans provoquer un tussotement auprès des membres du Conseil de sécurité. On rappelle que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé la mise sur pied d'une commission internationale indépendante afin d'enquêter sur les événements de Conakry. Les Etats-Unis d'Amérique ont invité le capitaine Moussa Dadis Camara et ses camarades à quitter le pouvoir. Le Bureau du procureur près la Cour pénale internationale (CPI) n'a pas exclu de se saisir.

Dans un communiqué, daté 5 octobre, Ley-Ngardigal Djimadoum, secrétaire général du parti tchadien "Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique, (ACTUS / prpe), commence par condamner "la répression brutale" de la manifestation de Conakry. Il appuie l'idée de la formation d'une "commission d'enquête internationale impartiale".

Hypocrisie

Cet opposant tchadien ne s'arrête pas là. Il fustige, au passage, la duplicité de la France, ancienne puissance coloniale. "Quelle hypocrisie !, s'exclame-t-il, Pourquoi le chef de la diplomatie française demeure-t-il aveugle et aphone lorsque son ami, le dictateur général-président Déby a assassiné plus de 25 000 Tchadiens selon les rapports des associations des droits de l'Homme et continue d'exterminer le peuple depuis 19 ans sous la bienveillance de l'armée française basée au Tchad?" En Centrafrique, le régime de François Bozizé est accusé par des organisations humanitaires de commettre des pires atrocités sur la population au Nord de ce pays.

Les Congolais de Kinshasa pourraient dire autant. En janvier 2007 et février-mars 2008, des policiers ont abattu, dans l'indifférence générale, au total 234 adeptes du mouvement politico-religieux Bundu dia Kongo dans la province du Bas-Congo. Ceux-ci étaient accusés d'activité insurrectionnelle. Dans les provinces du Kivu, des femmes et des jeunes filles sont victimes, au quotidien, de viols. Cette situation inqualifiable perdure depuis plus d'une décennie. Il est assez surprenant d'entendre le procureur près la CPI clamer son empressement de lancer un "examen préliminaire" sur les cas de viols survenus en Guinée.

Les mesures prises par l'UE à l'encontre des membres de la junte guinéenne pourraient être "légitimées" par le communiqué de Human Right Watch alléguant que "tout était organisé". Madeleine Wassebinya/B.A.W